

CAEN DU 14 MARS 2007 : Déclaration de la CGT

Ce CAEN qui prépare la rentrée 2007 se déroule au moment où les personnels de l'Education Nationale, comme les autres salariés de ce pays subissent les choix négatifs du gouvernement et du MEDEF en matière d'emplois, jetant les salariés dans l'incertitude du lendemain, développant la précarité à tel point que 48 % des français disent avoir peur de se retrouver SDF un jour, déstructurant les services publics, santé, énergie, éducation pour ne citer que ceux-ci. Comment la jeunesse, que les personnels de l'Education Nationale sont chargés d'encadrer et de former, peut-elle se projeter avec confiance dans l'avenir ? Les luttes de l'an dernier contre le CPE ont témoigné de son refus d'être sacrifiée, d'être la génération qui vivra moins bien que la précédente.

A l'heure actuelle, les personnels de l'Education Nationale mènent des luttes sous des formes diverses : actuellement rassemblement devant le rectorat, motions, grève avec un nouvel appel le 20 mars, pour protester contre la diminution des moyens et leur redéploiement : 150 postes en moins pour le second degré qui enregistre une diminution de 160 élèves, alors que 86 sont créés dans le premier degré pour une augmentation de 1920 élèves ! Les rapports sont vraiment inégaux !

Si nous prenons acte des efforts de la Région pour aider les jeunes dans leur scolarité avec la carte M'RA, les bourses d'équipement pour les élèves de lycée professionnel, l'encadrement proposé par l'Education Nationale n'est pas à la hauteur de l'enjeu fondamental qui est celui de former les futurs citoyens et futurs salariés, de lutter efficacement contre la violence. Rappelons que nous dénonçons la loi de prévention de la délinquance parce qu'elle ne règle rien, stigmatise les plus fragiles, transforme élus, travailleurs sociaux et enseignants en délateurs.

D'autre part, organiser la flexibilité géographique des enseignants et leur demander d'enseigner plusieurs disciplines témoignent d'un mépris certain leurs qualifications et compétences tout en déniaient leurs missions.

En ce qui concerne le PRDF, la CGT se félicite de la volonté affichée par la région de porter une attention particulière aux publics en difficulté, de lutter contre l'échec scolaire et les sorties sans qualification, encore faut-il que les moyens d'encadrement suivent.

Si l'apprentissage peut répondre ponctuellement à certaines situations, il ne peut devenir une voie massive de formation et ceci à tous les niveaux.

Si nous constatons également une volonté de développer la filière sanitaire et sociale, la diminution des sections industrielles pose la question de l'orientation et la situation de l'emploi dans les entreprises.

La diminution de 145 places en LP est certes due à la fermeture de places restées vides, mais nous avons été alertés par les personnels qui s'inquiètent des mauvaises conditions de la rentrée prochaine : regroupement de sections et suppression de la possibilité de travailler parfois en groupe en enseignement général où les jeunes ont vraiment besoin de retrouver motivation et confiance en eux.

Enfin il nous semble nécessaire d'augmenter la capacité d'accueil dans les classes de BTS dans la voie initiale et d'en permettre l'accès aux élèves titulaires d'un bac professionnel.

Janine Eymérial et Raymonde Bièvre, représentantes CGT